

Un regard féministe sur la criminalisation des mouvements sociaux et de la pauvreté

mardi 21 juillet 2009, par [MEDEIROS Tárzia](#) (Date de rédaction antérieure : 18 juillet 2009).

Les avancées du capitalisme globalisé, particulièrement en Amérique latine, situe cette région dans l'oeil du cyclone des protestations sociales et de la convergence de diverses luttes anticapitalistes. Depuis quelques années, des secteurs du mouvement féministe anticapitaliste s'additionnent à cette convergence, contribuant ainsi une analyse féministe transversale dans plusieurs débats et articles.

a confluence de ces résistances populaires a été fondamentale pour percer le blindage d'un « capitalisme sauvage » qui se définit lui-même comme sans alternative possible.

Comme dit Claudio Katz, « les travailleurs, les exploités et les opprimés de toute la planète sont les opposants irréductibles de l'impérialisme du XXI siècle ». Or, les tentatives successives de criminaliser les mouvements sociaux et la pauvreté, à partir des appareils de l'État (police, secteurs du pouvoir judiciaire, etc.) et les grands médias de communications, ainsi que l'emprisonnement et l'assassinat de militants, nous placent devant la croisée des chemins.

Dans un monde où l'exclusion et la violence sont toujours plus fortes, où 70% de la population pauvre est de sexe féminin, le rôle des femmes dans les mouvements anticapitalistes et les répercussions de la criminalisation dans leurs vies mérite une brève réflexion.

Femmes contre la privatisation et la destruction des ressources naturelles

Le concours macabre de la restructuration de la production, la suspension des droits, l'intervention militaire dans les pays de la périphérie pays périphériques et l'appropriation des ressources naturelles sous le patronage du capitalisme patriarcal retombe durement sur les femmes. C'est pourquoi la lutte contre les « déserts verts », contre les transnationales de l'agro-industrie et contre la privatisation de l'eau ont un visage de femme, parce que ce sont également elles qui assurent la souveraineté alimentaire par les activités de subsistance ; ce sont elles qui marchent plusieurs kilomètres dans la chaleur du sol semi-aride du Nordeste pour chercher l'eau qu'utiliseront leur famille.

L'action des femmes de Via Campesina au Brésil, qui ont détruit la substitution aux eucalyptus d'Aracruz Celulosa a été un exemple victorieux de ce protagonisme de femmes. La lutte pour la préservation des forêts et des rivières et fleuves a eu pour conséquence la condamnation des « brûleuses » de coco et des femmes des rivages, dont le mode de vie durable, centré sur la pêche et des activités d'extraction en harmonie avec l'environnement assure leur survie et celle de notre Amazonie.

Dans tous les coins de « Notre Amérique », que ce soit à Oaxaca ou à Ciudad Juárez, dans les quartiers de Caracas ou les rues de Quito, on peut remarquer la participation des femmes et leur détermination à ne pas se soumettre au néocolonialisme sur notre continent, en dénonçant également les gouvernements pro-impérialistes latino-américains qui sont complices de ces visées.

La lutte pour la légalisation de l'avortement point de mire de la criminalisation

Malgré différentes initiatives du mouvement latino-américain et certaines victoires importantes – comme la décriminalisation de l'avortement au Mexique jusqu'à la douzième semaine de gestation – nous subissons une forte offensive de la part de secteurs religieux et conservateurs qui mettent en pratique les dites « Campagnes pour la vie », et exercent de fortes pressions pour que les lois qui criminalisent l'avortement deviennent encore plus restrictives. C'est ce qui est arrivé au Nicaragua il y a un peu plus d'un an, lors de l'adoption d'une loi criminalisant l'avortement thérapeutique !

Ici, au Brésil, les femmes sont harcelées par les trois pouvoirs de l'État. Le président Lula continue à faire des compromis avec le Vatican, en envoyant des signaux, y compris sur l'éventualité d'inscrire l'enseignement religieux aux programmes d'études.

À la fin de 2008, le président du Congrès, le député Arlindo Chinaglio (PT/SP) nous a présenté la création d'une commission d'enquête parlementaire (CPI, le sigle en portugais) de l'avortement, dont l'objectif est rien de moins que l'institutionnalisation de la criminalisation des femmes qui défendent la légalisation de l'avortement et de celles qui sont obligées de le réaliser. Nous étions également surprises dernièrement par une action arbitraire du Pouvoir judiciaire de l'État de Mato Grosso do Sul, à la ville de Campo Grande, qui a cité plus que dix mille femmes pour la pratique de l'avortement, avec comme preuve les dossiers médicaux requis dans une clinique clandestine. De ces femmes, environ 1 200 subissent des procès, et revivent leurs drames personnels, cruellement exposés.

Donc, si nous analysons la forme avec laquelle le capitalisme marchandise et contrôle des aspects fondamentaux de la vie des femmes, pour les utiliser comme des instruments et les exploiter à partir des fondements du patriarcat, alors nous pouvons comprendre pourquoi les femmes ont joué un rôle de premier plan dans les mouvements anticapitaliste. En conséquence, c'est une évidence qu'elles se retrouvent au point de mire de la criminalisation à cause de leur participation à ces mouvements.

P.-S.

* Tárzia Medeiros est une militante féministe brésilienne de la Marche mondiale des femmes et dirigeante nationale du Parti socialisme et liberté (PSOL) au Brésil.